



KPMG RDC SA

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Bld du 30 juin N°14
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 82 85 049 87
e-mail : cd-contact@kpmg.cd

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

AIRTEL MONEY RDC S.A.
Rapport du Commissaire aux comptes
sur les états financiers annuels arrêtés au
31 décembre 2025

Etats financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2025
AIRTEL MONEY RDC R.D. CONGO S.A.
Siège social : 130, Avenue Kwango,
Gombe - Kinshasa
Ce rapport contient 25 pages



KPMG RDC SA

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Bld du 30 juin N°14
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 82 85 049 87
e-mail : cd-contact@kpmg.cd

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

AIRTEL MONEY RDC S.A.

Siège social : 130, Avenue Kwango, Kinshasa – Gombe

Capital social : CDF 12 467 000 000

Rapport du Commissaire aux comptes sur les états financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En exécution de la mission que vous nous avez confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos 31 décembre 2025, sur :

- L'audit des états financiers annuels de la société AIRTEL MONEY RDC S.A. ci-après la « Société », tels qu'ils sont joints au présent rapport et exprimés en francs congolais (CDF) :
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations.

1. Audit des états financiers annuels

1.1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes annexes clos de la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

À notre avis, les états financiers annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société au 31 décembre 2025 conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo pour le secteur bancaire et aux instructions et directives de la Banque Centrale du Congo.

1.1. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadre le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.2. Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo pour le secteur bancaire et aux institutions de la Banque centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe au Conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière semestrielle de la société.

1.3. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du Commissaire aux comptes.

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

2. Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Par ailleurs, en application de l'article 746 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons procédé au contrôle de l'existence et de la tenue conforme du registre des titres nominatifs de la Société. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'existence et la tenue conforme de ce registre.

Kinshasa, le 27 avril 2026

Le Commissaire aux comptes

KPMG RDC SA

Nico MABATA NTANTU

Associé

KPMG RDC SA
Immeuble BCDC 7^{ème} Niveau
Boulevard du 30 Juin
B.P. : 7226 Tél (+243) 843365199 / 200
Kinshasa / Gombe - (+243) 990010020 / 21
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

Annexe 1 portant responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée,

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers édictées par le Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et celles qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers annuels, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers annuels, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous fournissons également au Conseil d'administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers annuels des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers annuels et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers annuels ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers annuels conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers annuels ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers annuels ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

**ETATS FINANCIERS ANNUELS AU 31
décembre 2025**



AIRTEL MONEY RDC S.A.

**ETATS FINANCIERS ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS AU 31 DECEMBRE 2025**

AIRTEL MONEY RDC SA
BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 ET 2024
(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)

<u>ACTIF</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Trésorerie et opérations interbancaires			
Valeurs en caisse	3	177,574,619	145,938,768
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	761,925,606	659,045,574
Placement financiers		-	-
		<u>939,500,225</u>	<u>804,984,341</u>
Comptes des tiers et de régularisation			
Actifs d'impôts courants	15	43,947,240	31,765,575
Autres actifs	5	29,873,804	52,534,835
Comptes de régularisation-Actif		34,323	322,105
		<u>73,855,367</u>	<u>84,622,515</u>
Valeurs immobilisées			
Immobilisations corporelles		12,869,838	23,444,784
Immobilisations incorporelles		15,827,056	6,908,793
Cautionnements à L&MT		603,426	727,464
	6	<u>29,300,320</u>	<u>31,081,041</u>
TOTAL ACTIF		<u>1,042,655,912</u>	<u>920,687,897</u>

AIRTEL MONEY RDC SA
BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 ET 2024
(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)

<u>PASSIF</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Opérations avec la clientèle			
Comptes à vue et dépôt avec la clientèle	7	723,226,393	588,466,936
		<u>723,226,393</u>	<u>588,466,936</u>
Comptes des tiers et de régularisation			
Passifs d'impôts courants		69,521,381	54,934,050
Autres passifs	8	55,165,400	89,358,303
Dettes envers les établissements de crédit	8a	3,346,339	-
Comptes de régularisation - Passif	9	<u>4,853,503</u>	<u>3,421,552</u>
		<u>132,886,623</u>	<u>147,713,905</u>
Capital	10	12,467,000	12,467,000
Report à nouveau		12,113,044	-
Résultat de l'exercice		139,398,473	137,773,080
Plus-value nette de réévaluation	11	7,473,407	7,473,407
Réserves légales		12,467,000	12,467,000
Réserves facultatives		-	10,218,487
Fonds Propres		<u>183,918,924</u>	<u>180,398,974</u>
Provision pour départ en retraite		2,623,972	4,108,082
CAPITAUX PERMANENTS		<u>186,542,896</u>	<u>184,507,056</u>
TOTAL PASSIF		<u>1,042,655,912</u>	<u>920,687,897</u>

HORS-BILAN	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garanties		-	-
Engagements de reçus		-	-
Engagements de titres		-	-
Engagements sur les opérations en devises		-	-
Engagements sur le Crédit-bail		-	-
Engagements sur les instruments financiers à terme		-	-
Engagements internes		-	-
Total Hors-Bilan		0	0

AIRTEL MONEY RDC SA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025 ET 2024
(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Autres produits bancaires	12	511,026,502	353,031,520
Autres charges bancaires	13	(276,058,101)	(139,228,448)
Produit net bancaire		<u>234,968,401</u>	<u>213,803,071</u>
Produits accessoires		33,184,179	20,601,009
Charges générales d'exploitation	14	(37,236,440)	(23,831,600)
Charges du personnel		(10,285,849)	(6,674,463)
Impôts et taxes		(2,575,775)	(1,699,808)
Résultat brut d'exploitation		<u>218,054,516</u>	<u>202,198,209</u>
Reprises de provisions		7,266,903	2,505,370
Dotation aux amortissements	6	(14,401,569)	(10,503,975)
Dotation aux provisions pour risque		(1,999,996)	(1,492,475)
Résultat courant avant impôt et exceptionnel		<u>208,919,854</u>	<u>192,707,130</u>
Résultat avant impôt		<u>208,919,854</u>	<u>192,707,130</u>
Impôt sur le résultat	16	(69,521,381)	(54,934,050)
Résultat net de l'exercice		<u>139,398,473</u>	<u>137,773,080</u>

AIRTEL MONEY RDC SA
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
CLOS AU 31 DECEMBRE 2025 ET 2024
(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)

ACTIVITES D'EXPLOITATION

Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)		418,453,536	353,031,520
Charges d'exploitation bancaire décaissés		(155,279,538)	(139,228,448)
Dépôts \ Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		134,759,457	163,853,045
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(47,522,288)	(30,506,062)
Dotations nettes aux autres dépréciations et aux provision		7,266,903	2,505,370
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(6,064,807)	57,713,455
Impôt sur les bénéfices		(69,521,381)	(54,934,050)
		-	-
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		282,091,881	352,434,829
<u>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</u>		-	-
Acquisitions \ cession sur immobilisations		(11,697,475)	(8,960,769)
		-	-
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS		(11,697,475)	(8,960,769)
		-	-
<u>ACTIVITES DE FINANCEMENT</u>		-	-
Dividendes versés		(135,878,523)	(91,238,430)
		-	-
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(135,878,523)	(91,238,430)
		-	-
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités Au cours de l'exercice		134,515,884	252,235,630
Liquidités et équivalents de liquidités en début Exercice		804,984,341	552,748,712
		-	-
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE		939,500,225	804,984,341

AIRTEL MONEY RDC SA
ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2025 ET 2024
(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)

	<u>Mouvement de l'année</u>				
	<u>Solde au</u> <u>01/01/2025</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>Actualisation</u>	<u>Solde au</u> <u>31/12/2025</u>
Capital	12,467,000		-	-	12,467,000
Réserves Légales	12,467,000		-	-	12,467,000
Réserves facultatives	10,218,487	-	10,218,487		-
Report à nouveau	-	12,113,044		-	12,113,044
Résultat de l'exercice	137,773,080	139,398,473	137,773,080	-	139,398,473
Plus-value de réévaluation	<u>7,473,407</u>			<u>-</u>	<u>7,473,407</u>
	<u>180,398,974</u>	<u>151,511,517</u>	<u>147,991,567</u>	<u>-</u>	<u>183,918,924</u>

AIRTEL MONEY RDC SA
NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES
AU 31 DECEMBRE 2025

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

AIRTEL MONEY RDC S.A. est une société anonyme de droit congolais, dont la majorité des actions est actuellement détenue par Airtel Mobile Commerce B.V., une société de droit néerlandais.

Airtel Money RDC S.A. détient une licence d'exploitation délivrée par la Banque centrale du Congo (BCC), qui la reconnaît comme un établissement de monnaie électronique. Toutefois, les activités des établissements de monnaie électronique sont régies par l'instruction n° 24 de la Banque centrale et concernent principalement la création et la destruction de la monnaie électronique

2. BASE DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers sont préparés, à l'exception de la réévaluation des immobilisations, selon la méthode du coût historique et conformément aux principes comptables généralement admis en République démocratique du Congo pour le secteur bancaire, ainsi qu'aux recommandations et instructions de la Banque Centrale du Congo.

Les principales méthodes comptables utilisées pour la préparation de ces états sont décrites ci-dessous :

2.1. Continuité d'exploitation

Les états financiers de la société sont préparés selon le principe de la continuité d'exploitation, qui stipule que les états financiers d'une société doivent être établis en partant du principe qu'elle poursuivra ses activités dans un avenir prévisible, généralement au-delà de l'exercice en cours. Ce principe est essentiel pour garantir la fiabilité des informations financières et permettre une prise de décision éclairée.

2.2. Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en francs congolais (CDF) au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes résultant du règlement de ces transactions sont comptabilisés dans le compte de résultat.

À la date du bilan, les actifs et les passifs libellés en devises étrangères sont convertis au taux de clôture de la banque centrale.

Le cours de clôture au 31 décembre 2025 était de 2181,39 CDF pour 1 USD, contre 2845,06 CDF pour 1 USD au 31 décembre 2024, soit une appréciation de 23% de la monnaie locale

Immobilisations incorporelles

Les coûts relatifs aux licences acquises sont capitalisés et amortis linéairement sur leur durée de vie économique.

La valeur des immobilisations incorporelles ne fait plus l'objet d'une réévaluation, conformément à l'article 2, alinéas 2 et 3 de l'Ordonnance-Loi n° 89-017 du 18 février 1989, qui stipule que la réévaluation n'est requise que pour l'ensemble des immobilisations corporelles et des immobilisations financières.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

<u>Description</u>	<u>Durée de vie (Année)</u>
Logiciels	3
Licences	3

2.3. Immobilisations corporelles

Consécutivement au communiqué officiel du ministère des finances, à l'attention des agents économique de la république démocratique du Congo, informant que les agents économique qui sont concernés par la production et la publication obligatoires des états financiers annuels conformes au référentiel comptable de l'OHADA qu'il ne sera pas procédé, pour les bilan clos au 31 décembre, à la réévaluation légale de leurs actifs immobilisés en raison du faible taux d'inflation annuel (2.27%) affiché au titre de l'exercice comptable 2025 ,

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

<u>Description</u>	<u>Durée de vie (Année)</u>
Matériels informatique	3
Matériels et mobiliers de bureau	3

2.4. Reconnaissance de revenus

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où ils sont probables, représentent un transfert de valeur pour l'entreprise et ils sont déterminés de manière fiable.

Les produits sont générés par le biais des transactions suivantes :

- ✓ Frais de retrait (échange de la monnaie virtuelle en monnaie physique) ;
- ✓ Frais de transfert d'un portefeuille électronique vers un autre ;
- ✓ Frais de transfert en international ;
- ✓ Frais de transfert d'un portefeuille électronique vers la banque ;
- ✓ Frais de transfert de la banque vers un portefeuille électronique ;
- ✓ Divers paiements (achat ou paiement par lot) ;
- ✓ Bureau de change : change effectué par le client en appliquant le taux de change
- ✓ Autres frais liés aux transactions de la monnaie électronique

Par ailleurs, la société génère également de produit par le biais des commissions reçues par la société sœur, Airtel Congo SA ;

- ✓ Sur les ventes d'unités électroniques (Air time) et forfait internet (Data bundle),
- ✓ Sur les achats via la plateforme de stock de temps de communication directement par les distributeurs de la société sœur (GSM) ;

- ✓ Sur la conservation des clients GSM par le fait de n'utiliser que les transactions de la monnaie virtuelle.
- ✓ Sur le paiement par lot effectué par la société sœur (GSM)

3. VALEURS EN CAISSES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Valeurs en caisse en Francs congolais	1,311,100	754,866
Valeurs en caisse en Devise	176,263,519	145,183,901
TOTAL	177,574,619	145,938,768

4. PRETS ET CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Comptes Sequestres	761,819,517	658,936,174
Comptes courant	106,089	109,400
TOTAL	761,925,606	659,045,574

Les comptes séquestres représentent la contrepartie de la monnaie virtuelle en circulation, conformément à l'instruction numéro 24 de la Banque Centrale du Congo.

Les comptes courants représentent les comptes bancaires n'ayant pas de contrepartie en monnaie virtuelle et pour lesquels la société avait résolu de convertir ce compte à un compte virtuel dans lequel sont géré la monnaie virtuelle.

5. AUTRES ACTIFS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Airtel GSM	23,115,697	48,345,389
Dépôts de garantie	228,302	155,508
Autres	6,529,805	4,033,937
TOTAL	29,873,804	52,534,835

Les créances sur Airtel CONGO SA sont essentiellement, suivant la convention réglementée, liées ;

- ✓ À la facturation de commissions sur les unités et forfaits internet vendus à travers la plateforme Airtel Money ;
- ✓ A la facturation de commission sur la réduction d'inactivité des abonnés Airtel GSM par le fait que certains numéros n'utilisent que le service monnaie électronique ;
- ✓ A la facturation de commission sur le montant total des paiements des distributeurs Airtel GSM effectué à travers la plateforme Airtel Money ;
- ✓ Intérêt de retard dû au non-paiement des factures croisées par GSM sur les commissions d'inactivité des abonnés.
- ✓ Il est à spécifier que dans la sous rubrique autres, sont inclus ;
- ✓ le montant de la TVA déductible, le préfinancement du portefeuille interopérabilité et l'avance due par les personnels

6. VALEURS IMMOBILISEES INCORPORELLES ET CORPORELLES (Exprimé en Milliers de Francs congolais-CDF)

	Montant brut début d'exercice 01/01/2025	Acquisitions	Cessions	Revaluations	Transfert	Montant brut fin d'exercice 31/12/2025	Amort début de l'exercice 01/01/2025	Amortissement de l'exercice	Supplément Amortissement de l'exercice	Réévaluation des amortissements	Amortissement fin de l'exercice 31/12/2025	Montant net à fin de l'exercice
Immos Corporelles	50,370,309,608	1,793,561,247	-	-	-	52,163,870,855	26,713,705,580.97	10,222,918,163.61	-	-	36,936,623,745	15,227,247,111
Mobilier et matériel de bureau												
Autres Immos - Kiosks & AMB	49,783,216,630	1,380,865,246			747,659,565	51,911,741,843	26,713,705,581	10,222,918,164			36,936,623,745	14,975,118,098
Autres Immos en cours - Kiosks & AMB/wse	587,092,978	412,696,001			(747,659,566)	252,129,013					-	252,129,013
Immos Incorporelles	18,323,445,596	10,105,175,465	-	-	(0)	28,428,621,061	11,626,473,959	4,178,650,577	-	-	15,805,124,536	12,623,496,526
Logiciels Informatiques	18,292,340,496	9,864,313,481			116,795,724	28,273,449,702	11,626,473,959	4,178,650,577			15,805,124,536	12,468,325,166
Matériel Informatique	-					-					-	-
Autres Immos en cours - Logiciels info	31,105,099	240,861,984			(116,795,724)	155,171,359					-	155,171,359
Immobilisations financières	727,465,187	(201,262,117)	-	-	-	1,372,351,861	-	-	-	-	-	1,449,576,093
Garantie et Cautiionnements	727,463,657	(201,262,117)				603,425,773					-	603,425,773
Palement-Large bande sans fil	1,530	846,148,791				846,150,321					-	846,150,321
Total	69,421,220,391	11,697,474,596	-	-	(0)	81,964,843,778	38,340,179,540	14,401,568,740	-	-	52,741,748,280	29,300,319,729

Ci-dessous un résumé de l'état actuel du calcul de l'amortissement conformément à la nouvelle loi des finances publié, relative au "supplément d'amortissement".

- ✓ Amortissement fin de l'exercice : 52,741,748,280. CDF
- ✓ Acquisition de l'année : 11 697 475

7. COMPTES A VUE ET DEPOTS DE LA CLIENTELE

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Monnaie virtuelle en circulation TEMP & MCOM	445,348,985	362,366,688
Monnaie virtuelle Dealers & Corporates	197,110,438	160,382,664
Monnaie virtuelle Merchant	28,599,648	23,270,648
Monnaie virtuelle Autres	52,167,322	42,446,936
TOTAL	723,226,393	588,466,936

8. AUTRES PASSIFS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Airtel GSM	6,177,191	5,168,348
Associé MCommerce BV	713,899	145,192
Balances creditrices Churns	26,013,104	21,486,083
TVA collectée	8,334,973	8,645,099
Autres	13,709,421	53,577,120
Fournisseurs des Immobilisés	216,813	336,463
TOTAL	55,165,400	89,358,303

Dans les autres passifs, les éléments suivants sont comptabilisés :

- La créance de Airtel Money envers d'Airtel Congo SA pour les activités des facturations croisée sur :
- ✓ L'utilisation de services GSM (SMS, USSD), assistance technique locale et certains remboursements ;
- La balance des portefeuilles des abonnés désactivés parce ce que n'ayant pas mouvementé les comptes pendant plus de 180 jours ;
- Le montant de caution reçue des distributeurs de la monnaie électronique qui supervisent les boutiques Airtel Money (AMB & Kiosque) ;
- Le montant des intérêts reçus sur les comptes séquestres.

8a. DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La rubrique dettes envers les établissements de crédit enregistre l'ensemble des dettes de l'entité envers les établissements de crédits (banques commerciales). Au courant de l'exercice 2025, Airtel Money a contracté un découvert bancaire auprès de la Standardbank couvrant une durée de 12 mois avec un taux d'intérêt de 6%.

9. COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Charges Informatiques & Technologie à payer	188,656	32,329
Charges administratives à payer	236,062	1,015,455
Charges marketing à payer	126,462	357,393
Charges du personnel à payer	1,013,695	350,505
Charges ventes et distribution à payer	2,866,304	1,278,218
Charges à payer sur les acquisitions des immos	422,324	387,652
TOTAL	4,853,503	3,421,552

10. CAPITAL

Nom des principaux associés	Adresse	ACTUEL		
		Nombre d'actions	Part du capital détenue %	Apport par associés (en Millier de CDF)
Airtel Mobile Commerce BV (représentée par Mme Jantina Catharina Uneken-van de Vreede)	Golfslag 2, 2131 HN Hifddorp, Pays Bas	282	5,15%	641 550
Airtel Mobile Commerce RDC BV		5 198	94,85%	11 825 450
Total		5 480	100%	12 467 000

Conformément à l'instruction n° 24 de la Banque Centrale du Congo, les établissements de monnaie électronique doivent disposer d'un capital social minimum d'USD 2 500 000.

Selon la même instruction, les fonds propres des établissements de monnaie électronique doivent demeurer égaux ou supérieurs au plus élevé des trois montants suivants :

- ✓ Le montant quotidien des engagements financiers correspondant aux dettes représentatives de la monnaie électronique de leur émission ;

- ✓ La moyenne arithmétique des montants quotidiens des six derniers mois qui précèdent du total des engagements financiers correspondants aux dettes représentatives de la monnaie électronique ;
- ✓ Le montant du capital minimum libéré.

Ainsi, l'entreprise se conforme à cette réglementation en vigueur avec un capital social de 12 467 000 000 CDF pour 5 480 actions de 2 275 000 CDF de valeur nominale par action.

11. PLUS VALUE DE REEVALUATION DES IMMOBILISATIONS

Il s'agit de la différence entre la valeur nette comptable des immobilisations réévaluées en application de coefficients de réévaluation publiés par le ministère de finances et la valeur nette comptable des immobilisations réévaluées l'année antérieure.

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025, il ne sera pas procédé à la réévaluation légale des actifs immobilisés en raison du faible taux d'inflation annuel (2.27%) affiché au titre de l'exercice comptable 2025.

12. AUTRES PRODUITS BANCAIRES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Commissions et frais sur Cash-Out	245,880,187	190,819,879
Commissions sur Easy-recharge	75,992,720	53,907,536
Commissions et frais sur Moyens de paiement	20,966,186	9,492,145
Commissions et frais sur P2P	34,263,353	23,639,794
Commissions sur paiements Entreprises	1,933,375	1,139,669
Autres	131,990,681	74,032,497
TOTAL	511,026,502	353,031,520

Les produits bancaires sont constitués par les commissions reçues des transactions ci-dessous :

- ✓ Frais sur le retrait d'argent (cash out)
- ✓ Frais sur la recharge effectuée pour soi-même et ou pour autre (Easy recharge)
- ✓ Frais sur le transfert de personne à personne (P2P)
- ✓ Frais sur le paiement par lot effectué par les entreprises et certaine organisation non gouvernemental.
- ✓ Frais sur le money de paiement essentiellement les clients marchands.
- ✓ Autres frais collectés sur les transactions de la monnaie électronique.

Les autres commissions perçues incluent les frais de push notifications destinées aux abonnés inactifs sur une période de trente jours, ainsi que les produits exceptionnels issus des différences de change, qu'elles soient réalisées ou latentes.

13. AUTRES CHARGES BANCAIRES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Commissions payées sur le cash in	44,802,924	33,625,152
Commissions payées sur le cash out	72,236,977	59,752,853
Commissions payées sur les acquisitions	33,195,025	22,308,440
Diverses autres charges et frais bancaires	125,823,175	23,542,004
TOTAL	276,058,101	139,228,448

Les charges bancaires sont constituées des commissions versées à la chaîne de distribution pour avoir ;

- ✓ Disponibilisé la float (la monnaie virtuelle) et le cash aux clients finaux; (Cash-in cash-out)
- ✓ Recruté les clients utilisateurs de la monnaie électronique (Gross Add) ;
- ✓ Vendu du crédit de communication et le forfait via Airtel Money ;
- ✓ Acheté les produits GSM via la monnaie virtuelle (EVD : Stock de crédit de communication) pour la revente.

Les diverses charges et frais bancaires incluent aussi les pertes exceptionnelles provenant des pertes de change, réalisées comme non réalisées.

14. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Autres charges d'exploitation	1,958,255	1,994
Rémunération du personnel intérimaire	502,497	574,166
Diverses actions Marketing	5,470,252	5,110,819
Charges informatiques	4,383,601	2,162,176
Diverses charges d'exploitation	24,921,835	15,982,444
TOTAL	37,236,440	23,831,600

Diverses charges d'exploitation sont relatives aux :

- ✓ Charges des certaines activités commerciales ;
- ✓ Charges administratives

15. ACTIF D'IMPOT COURANT

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
-		
Actifs d'impôts courants	43,947,240	31 765 575

Le solde est constitué essentiellement des acomptes prévisionnels payés au courant de l'année 2025.

16. IMPOT SUR LE RESULTAT

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Impôt sur le résultat	69,521,381	54,934,050

Le solde de ce compte est constitué principalement de l'impôt sur les bénéfices à payer pour l'exercice clos au 31 Décembre 2025.

17. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POST CLOTURE 2025

- **Arrivée d'un nouveau concurrent sur le marché de la RDC. « Wave ».**

La fintech américaine Wave a récemment lancé ses activités en République Démocratique du Congo, un marché de plus de 110 millions de consommateurs potentiels avec une stratégie agressive sur le prix et commission appliqués ;

- **Nouvelle loi de finance : Redevance sur les commissions des Etablissements de monnaie électronique**

Taux :

- Cette redevance est prélevée à un taux de 10% sur le montant brut des commissions perçues pour chaque opération.

Fait générateur :

- Prélèvement de la commission sur les opérations de transfert via la monnaie mobile ;
- Prélèvement de la commission sur les opérations de retrait via la monnaie mobile ;
- Prélèvement de la commission sur les opérations de paiement de biens ou de services via la monnaie mobile ;



KPMG RDC SA

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Bld du 30 juin N°14
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 82 85 049 87
e-mail : cd-contact@kpmg.cd

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/075/KPMG/20 avril 2026

**AIRTEL MONEY RDC, S.A.
STATUTORY AUDITOR'S REPORT
FOR THE YEAR ENDED ON
DECEMBER 31, 2025**

**Financial statements as of December 31, 2025
AIRTEL MONEY RDC R.D. CONGO S.A.
Head office: 130, Kwango Avenue,
Gombe - Kinshasa
This report contains 24 pages**

KPMG RDC SA
Société congolaise membre de l'organisation
mondiale KPMG constituée de cabinets
indépendants affiliés à KPMG International
Limited, une société de droit anglais.

Société anonyme d'expertise comptable avec
Conseil d'Administration, agréée à l'ONEC RDC
sous le n°ONEC/SEC/000012/16

Siège social : Bld du 30 juin N°14 Imm BCDC
7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa
République Démocratique du Congo
Capital social : 162 280 878,81 CDF
N°RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-3559
N°Id. Nat : 01-83-N43135G
Compte fiscal : N°A0700852K



KPMG RDC SA

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Bld du 30 juin N°14
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 82 85 049 87
e-mail : cd.contact@kpmg.cd

NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

AIRTEL MONEY RDC S.A.

Head office: 130, Kwango Avenue, Kinshasa – Gombe

Share capital: CDF 12,467,000,000

Statutory Auditor's Report on the Annual Financial Statements

For the year ended December 31, 2025

Dear Shareholders,

In accordance with the mandate entrusted to us by your Ordinary General Assembly Meeting, we present our report for the financial year ended December 31, 2025, on:

- The audit of the financial statements of AIRTEL MONEY RDC S.A. hereinafter referred to as the "Company", as attached to this report and expressed in Congolese francs (CDF);
- The specific verifications required by law and other information.

1. Audit of the financial statements

1.1. Opinion

We conducted an audit of the financial statements of the Company, which comprise the balance sheet as at December 31, 2025, the income statement, the statement of changes in equity, the statement of cash flows, as well as the notes to the financial statements for the period from January 1 to December 31, 2025.

In our opinion, the accompanying financial statements are regular and present fairly, in all material respects, the results of operations for the period from January 1 to December 31, 2025, as well as the financial performance and assets of the Company as at December 31, 2025, in accordance with accounting principles generally accepted in the Democratic Republic of the Congo for the banking sector and with the instructions and directives of the Central Bank of Congo.

1.1 Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISA).



Our responsibilities under those standards are further described in the section “Responsibilities of the Statutory Auditor relating to the audit of the financial statements” of this report.

We are independent of the company in accordance with the Code of Ethics for Professional Accountants and Auditors under OHADA Regulation No. 01/2017/CM/OHADA harmonizing practices in accounting and auditing in OHADA member countries, as well as the independence rules governing statutory auditors, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these rules.

We believe that the audit evidence We have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

1.2. Responsibilities of the Board of Directors relating to the financial statements

The financial statements have been prepared and approved by the Board of Directors.

The Board of directors is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with accounting principles generally accepted in the Democratic Republic of the Congo for the banking sector and the requirements of the Central Bank of Congo, as well as for such internal control as it determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the company's ability to continue as a going concern, disclosing, where applicable, matters related to going concern, and applying the going concern basis of accounting unless the Board intends to liquidate the company or cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

The Board of Directors is also responsible for overseeing the Company's financial reporting process.

1.3. Responsibilities of the statutory auditor for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an audit report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but does not guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements may arise from fraud or error and are considered material if, individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.



NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

Our responsibilities for the audit of the financial statements are described in more detail in Appendix 1 of this Statutory Auditor's report.

2. Specific verifications required by law and other information

The responsibility for the other information lies with the Board of Directors. The other information consists of the information contained in the management report.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information, and we do not express any form of assurance thereon.

As part of our statutory audit engagement, our responsibility is, on the one hand, to perform the specific verifications required by law and, in doing so, to verify the fairness and consistency with the financial statements of the information provided in the Board of Directors' management report and in the documents addressed to shareholders regarding the financial position and the financial statements, and, on the other hand, to verify, in all material respects, compliance with certain legal and regulatory requirements. On the other hand, our work consists of reading the other information and assessing whether there is a material inconsistency between it and the financial statements or the knowledge obtained during the audit, or whether the other information otherwise appears to contain a material misstatement.

If, based on our work on specific procedures and on the other information, we conclude that there is a material misstatement, we are required to report that fact. We have nothing to report on in this regard.

Furthermore, in accordance with Article 746 of the OHADA Uniform Act relating to Commercial Companies and Economic Interest Grouping (EIG), We have verified the existence and proper maintenance of the Company's share register. We have no observation regarding its existence and proper maintenance.

Kinshasa, April 27, 2026

The Statutory Auditor
KPMG RDC SA

Nico MABATA NTANTU

Partner



Appendix 1: Responsibilities of the Statutory Auditor relating to the audit of the financial statements

This appendix forms an integral part of our statutory auditor's report.

As part of our procedures, we comply with the following:

- the requirements of the International Standards on Auditing (ISA) and;
- the specific obligations set out in the OHADA Uniform Act relating to the law of commercial companies and Economic Interest Grouping (EIG).

In more details :

- We comply with the ethical requirements relating to the audit of financial statements presented in the Code of Ethics for Professional Accountants issued by the International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA), as well as those governing statutory auditors;
- We maintain professional skepticism, which includes assessing evidence contradicting other evidence obtained, information questioning the reliability of documents and responses to information requested to be used as evidence, situations that may indicate possible fraud, or to circumstances suggest the need to perform audit procedures in addition to those required by the ISAs;
- We exercise professional judgment throughout the audit, particularly in making decisions about materiality and audit risk, the nature, timing and extent of audit procedures to be performed to satisfy the requirements of the ISAs and to obtain audit evidence, and to determine whether sufficient and appropriate audit evidence has been obtained, and whether further work is required to achieve the objectives of the ISAs and, accordingly, the auditor's overall objectives, the assessment of management's judgments related to the applicable financial reporting framework, the basis for conclusions drawn from the audit evidence obtained, such as the assessment of the reasonableness of assessments made by management in preparing the financial statements;
- We prepare documentation throughout the audit that provides sufficient and appropriate evidence of the work performed, supporting our audit opinion and demonstrating that the audit was conducted in accordance with ISAs and in accordance with applicable legal and regulatory requirements;



NIM/SB/YD/TF/AUDIT/077/KPMG/27 avril 2026

- We identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain sufficient appropriate audit evidence to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Where appropriate, we obtain sufficient and appropriate audit evidence regarding compliance with the provisions of laws and regulations that are expected to have a direct effect on the determination of material amounts recorded and information provided in the financial statements. We perform specific audit procedures to identify instances of non-compliance with other laws and regulations that may have a material effect on the financial statements and provide an appropriate response to identified or suspected non-compliance with such laws and regulations during the audit;
- We also provide the Board of Directors with a statement indicating that we have complied with the relevant ethical rules regarding independence, and disclose to them, where applicable, all relationships and other factors that could reasonably be considered to affect our independence, as well as the related safeguards. Among the matters communicated to the Board of Directors, we identify those that were most significant during the audit of the financial statements for the period under review: these are the key audit matters. We describe these matters in our report, unless disclosure is prohibited by law or regulation, or unless, in extremely rare circumstances, we determine that we should not disclose a matter in our report because the adverse consequences of such disclosure can reasonably be expected to outweigh the benefits to the public interest;
- We obtain an understanding of the company's internal control relevant to the audit to design audit procedures appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control. When significant deficiencies are identified, we communicate them to management and, where appropriate, to the Board of Directors;
- We assess the impact of identified misstatements and the effect of uncorrected misstatements on the financial statements, if any. We communicate them to the appropriate level of management unless prohibited by law or regulation;
- We evaluate the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- We evaluate the overall presentation, structure, and content of the financial statements, including the disclosures, and assess whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- We identify relationships and transactions with related parties, whether or not the applicable accounting framework establishes rules, to identify fraud risk factors, if any, arising from related party relationships and transactions, that are relevant to identifying



and assessing the risks of material misstatement due to fraud. Based on the audit evidence obtained, we determine whether the financial statements, although affected by these relationships and transactions, are presented in accordance with the applicable accounting framework. Where the applicable accounting framework contains rules relating to related parties, we obtain sufficient appropriate audit evidence to determine whether related party relationships and transactions with related parties have been properly identified and accounted for in the financial statements and whether relevant information has been disclosed.

- We obtain sufficient and appropriate audit evidence that events occurring between the date of the financial statements and the date of our report, which require adjustments to or disclosure in the financial statements, have been appropriately addressed in the financial statements in accordance with the applicable accounting standards;
- We conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that material uncertainty exists, we are required to draw attention in our report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our report;
- We obtain written representations from General Management and, where applicable, from the Board of Directors, confirming that they have fulfilled their responsibilities relating to the preparation of the financial statements and the completeness of the information provided to us. In addition, we corroborate other audit evidence relating to the financial statements or specific assertions contained therein through these written representations where necessary or required by ISAs;
- We ensure, throughout the audit, that equality among shareholders is respected, in particular that all shares of the same category benefit from the same rights;
- We must report to the next General Meeting any irregularities and misstatements identified during the audit. In addition, we are required to report to the public prosecutor office any unlawful acts of which we become aware of during the audit, without incurring liability being engaged by this disclosure;
- We are bound by the obligation to respect professional secrecy, the facts, acts, and information of which we become aware.



AIRTEL MONEY RDC S.A.

**ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS FOR THE FISCAL YEAR
ENDING DECEMBER 31, 2025**



AIRTEL MONEY RDC SA
BALANCE SHEET AS OF DECEMBER 31, 2025 and 2024
(in Thousands of Congolese Francs - CDF)

<u>ASSETS</u>	<u>Notes</u>	<u>12/31/2025</u>	<u>12/31/2024</u>
Treasury and interbank transactions			
Cash in hand	3	177,574,619	145,938,768
Loans and receivables from credit institutions	4	761,925,606	659,045,574
Financial investments		-	-
		939,500,225	804,984,341
Third-party and accrual accounts			
Current tax assets	15	43,947,240	31,765,575
Other assets	5	29,873,804	52,534,835
Prepayments and accrued income		34,323	322,105
		73,855,367	84,622,515
Fixed assets			
Property, plant and equipment		12,869,838	23,444,784
Intangible assets		15,827,056	6,908,793
Long and medium term bonding		603,426	727,464
	6	29,300,320	31,081,041
TOTAL ASSETS		1,042,655,912	920,687,897



AIRTEL MONEY RDC SA
BALANCE SHEET AS OF DECEMBER 31, 2025 and 2024
(in Thousands of Congolese Francs - CDF)

<u>LIABILITIES</u>	<u>Notes</u>	<u>12/31/2025</u>	<u>12/31/2024</u>
Transactions with customers			
Current accounts and deposits from customers	7	723,226,393	588,466,936
		723,226,393	588,466,936
Third-party and accrual accounts			
Current tax liabilities		69,521,381	54,934,050
Other liabilities	8	55,165,400	89,358,303
Debts to Credit Institutions	8a	3,346,339	
Accruals and deferred income - Liabilities	9	4,853,503	3,421,552
		132,886,623	147,713,905
Share capital	10	12,467,000	12,467,000
Retained earnings		12,113,044	-
Net income for the year		139,398,473	137,773,080
Revaluation gain	11	7,473,407	7,473,407
Statutory reserves		12,467,000	12,467,000
optional reserves		-	10,218,487
Shareholders' equity		183,918,924	180,398,974
Provision for retirement		2,623,972	4,108,082
Non-current liabilities		186,542,896	184,507,056
TOTAL LIABILITY		1,042,655,912	920,687,897

**OFF-BALANCE SHEET**

Notes

31/12/2025

31/12/2024

Commitments given

- -

Financing commitments

- -

Guarantees Issued

- -

Commitments received

- -

Commitments on securities

- -

Foreign Exchange Commitments

- -

Commitments on leasing

- -

Commitment on future financial instruments

- -

Internal commitments

- -**Total OFF BALANCE SHEET**

0

0



AIRTEL MONEY RDC SA
INCOME STATEMENT AS OF DECEMBER 31, 2025 and 2024
(in Thousands of Congolese Francs - CDF)

	<u>Notes</u>	<u>12/31/2025</u>	<u>12/31/2024</u>
Other banking income	12	511,026,502	353,031,520
Other banking expenses	13	(276,058,101)	(139,228,448)
Net banking income		234,968,401	213,803,071
Other operating income		33,184,179	20,601,009
General operating expenses	14	(37,236,440)	(23,831,600)
Wages and salaries		(10,285,849)	(6,674,463)
Taxes and duties		(2,575,775)	(1,699,808)
Gross operating income		218,054,516	202,198,209
Reversals of provisions		7,266,903	2,505,370
Provision for Depreciation	6	(14,401,569)	(10,503,975)
Provision for risks		(1,999,996)	(1,492,475)
Net operating income before tax and exceptional items		208,919,854	192,707,130
Pre-tax income		208,919,854	192,707,130
Income tax expense			
	16	(69,521,381)	(54,934,050)
Net income for the year		139,398,473	137,773,080



AIRTEL MONEY RDC SA
CASH FLOW STATEMENT FOR THE
YEARS ENDED DECEMBER 31, 2025 AND 2024
(in Thousands of Congolese Francs - CDF)

OPERATING ACTIVITIES

Cash receipts from banking operations (excluding investment portfolio income)		418,453,536	353,031,520
Cash payments for banking operating activities		(155,279,538)	(139,228,448)
Deposits / withdrawals from deposits with other banking and financial institutions		134,759,457	163,853,045
Payments to employees and miscellaneous creditors		(47,522,288)	(30,506,062)
Net allocations to other depreciation and provisions		7,266,903	2,505,370
Other cash flows from operating activities		(6,064,807)	57,713,455
Income tax paid		(69,521,381)	(54,934,050)
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		282,091,881	352,434,829
<u>INVESTING ACTIVITIES</u>		-	-
Acquisitions / disposals of property, plant and equipment		(11,697,475)	(8,960,769)
		-	-
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		(11,697,475)	(8,960,769)
		-	-
<u>FINANCING ACTIVITIES</u>		-	-
Dividends paid		(135,878,523)	(91,238,430)
		-	-
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES		(135,878,523)	(91,238,430)
		-	-
Net change in cash and cash equivalents during the year		134,515,884	252,235,630
Cash and cash equivalents at beginning of year		804,984,341	552,748,712
		-	-
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF YEAR		939,500,225	804,984,341

AIRTEL MONEY RDC SA
STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY
AS OF DECEMBER 31, 2025 AND 2024
(in Thousands of Congolese Francs - CDF)

Movement of the year

	Balance as at 01/01/2025	Increase	Decrease	Actualisation	Balance as at 31/12/2025
Capital	12,467,000		-	-	12,467,000
Legal Reserves	12,467,000	-	-	-	12,467,000
Free Reserves	10,218,487	-	10,218,487	-	-
Retained earnings	-	12,113,044		-	12,113,044
Net income for the year	137,773,080	139,398,473	137,773,080	-	139,398,473
Revaluation Surplus	<u>7,473,407</u>	-	-	-	<u>7,473,407</u>
	<u>180,398,974</u>	<u>151,511,517</u>	<u>147,991,567</u>	<u>-</u>	<u>183,918,924</u>



**AIRTEL MONEY RDC SA
NOTES ON THE INTERIM FINANCIAL STATEMENTS
AS AT DECEMBER 31, 2025**

1. PRESENTATION OF THE ENTITY

AIRTEL MONEY RDC S.A. is a limited liability company under Congolese law whose shares were initially owned in majority by Airtel Mobile Commerce B.V., a company under Dutch law.

Airtel Money holds an operating license granted by the Central Bank of Congo (BCC), recognizing it as an electronic money institution. The activities of electronic money institutions are governed by Central Bank Instruction No. 24 on the issuance of electronic money and electronic money institutions.

2. BASIS OF PRESENTATION OF THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial statements, with the exception of the revaluation of fixed assets, are prepared in accordance with the conventional historical cost method and in accordance with generally accepted accounting principles in the Democratic Republic of Congo for the banking sector and the recommendations and instructions of the Central Bank of Congo.

The main accounting policies used in the preparation of these statements are described below:

2.1. Going Concern

The company's financial statements are prepared on a going-concern basis, which stipulates that a company's financial statements must be prepared on the assumption that it will continue its operations for the foreseeable future, generally beyond the current fiscal year. This principle is essential to ensuring the reliability of financial information and enabling informed decision-making.

2.2. Conversion of transactions denominated in foreign currencies.

Transactions in foreign currencies are translated into Congolese Franc (CDF) at the exchange rates prevailing at the date of the transaction. Gains and losses arising from the settlement of these transactions are recognized in the income statement.

At the balance sheet date, assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the closing rate.

The closing rate at December 31, 2025 was CDF 2,181.39 for 1 USD against CDF 2,845.06 for 1 USD at December 31, 2024, representing a depreciation of 23% of the local currency.

Intangible assets

Costs related to purchased licenses are capitalized and amortized on a straight-line basis over their useful life.

The value of intangible fixed assets no longer needs to be revalued, in accordance with Article 2, paragraphs (2) and (3) of Ordinance-Law no. 89-017 of 18 February 1989, which stipulates that only tangible fixed assets and financial fixed assets may be revalued.

Amortization of intangible assets is calculated using the straight-line method over the following periods:

<u>Description</u>	<u>Life expectancy (Year)</u>
Software	3
Licenses	3

2.3. Tangible Fixed assets

Following the official statement from the Ministry of Finance, addressed to economic operators in the Democratic Republic of the Congo, stating that economic operators subject to the mandatory preparation and publication of annual financial statements in accordance with OHADA accounting standards will not be required to perform the statutory revaluation of their fixed assets for balance sheets as of December 31, due to the low annual inflation rate (2.27%) reported for the 2025 fiscal year.

Depreciation on tangible fixed assets is calculated using the straight-line method at the following useful life:

<u>Description</u>	<u>Life expectancy (Year)</u>
Computer equipment	3
Office equipment and furniture	3

2.4. Revenue recognition

Income is recorded to the extent that it is probable that it will correspond to a value transfer to the company and can be measured on a reliable basis.

Revenues are generated through the following transactions:

- Withdrawal fees (exchange of virtual currency for physical currency);
- Fees for transferring funds from one e-wallet to another;
- International transfer fees;
- Fees for transferring funds from an e-wallet to a bank;
- Fees for transferring funds from a bank to an e-wallet;
- Miscellaneous payments (purchases or batch payments);
- Currency exchange: exchange carried out by the customer using the applicable exchange rate
- Other fees related to electronic money transactions

Furthermore, the company also generates income through commissions received by its sister company, Airtel Congo SA;

- On sales of electronic units (Air time) and internet packages (Data bundle),



- On purchases via the airtime stock platform directly by the distributors of the sister company (GSM);
- On the retention of GSM customers through the use of virtual currency transactions only.
- On the batch payment made by the sister company (GSM)

3. CASH VALUES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Cash in hand in Congolese Francs	1,311,100	754,866
Cash in hand in Foreign Currencies	176,263,519	145,183,901
TOTAL	177,574,619	145,938,768

4. LOANS AND RECEIVABLES FROM CREDIT INSTITUTIONS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Escrow Accounts	761,819,517	228 986 613
Current Accounts	<u>106,089</u>	<u>109,400</u>
TOTAL	<u>469 583 817</u>	<u>229 239 317</u>

The escrow accounts represent the counterpart of the virtual currency in circulation, in accordance with instruction number 24 of the Central Bank of Congo.

Current accounts represent bank accounts that do not have a virtual currency counterpart and for which the company had decided to convert the account to a virtual account in which the virtual currency is managed.

5. OTHER ASSETS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Airtel GSM	23,115,697	48,345,389
Security deposits	228,302	155,508
Others	6,529,805	4,033,937
TOTAL	<u>29,873,804</u>	<u>52,534,835</u>

According to the regulated agreement, receivables from Airtel CONGO SA mainly relate to ;



- ✓ Invoicing of commission on Internet units and packages sold through the Airtel Money platform;
- ✓ Invoicing of commission on the reduction in inactivity of Airtel GSM subscribers due to the fact that certain numbers only use the electronic money service;
- ✓ Invoicing of commission on the total amount of payments made by Airtel GSM distributors via the Airtel Money platform;
- ✓ Late payment interest due to non-payment of cross-invoices by GSM on subscriber inactivity commissions.
- ✓ It should be noted that the other sub-heading includes :
 - ✓ the amount of deductible VAT, the pre-financing of the interoperability portfolio and the advance due by staff

6 INTANGIBLE AND TANGIBLE FIXED ASSETS (Expressed in thousands of Congolese francs—CDF)

	Gross amount at start of financial year 01/01/2025	Acquisitions	Disposals	Revaluation	Regularization	Gross amount at year-end 31/12/2025	Depreciation start of year 01/01/2025	Depreciation for the year	Additional depreciation for the year	Reassessment of depreciation	Depreciation end of year 31/12/2025	Net amount at year end
Tangible fixed assets	50,370,309,608	1,793,561,247	-	-	0	52,163,870,855	26,713,705,580.97	10,222,918,163.61	0	0	36,936,623,745	15,227,247,111
Office furniture and equipment												
Other assets _ Kiosks & AMB	49,783,216,630	1,380,865,246			747,659,966	51,911,741,843	26,713,705,581	10,222,918,164			36,936,623,745	14,975,118,098
Other assets under construction_ Kiosks & AMB	587,092,978	412,696,001			(747,659,966)	252,129,013					0	252,129,013
						0						
Intangible fixed assets	18,323,445,596	10,105,175,465	-	-	(0)	28,428,621,061	11,626,473,959	4,178,650,577	0	0	15,805,124,536	12,623,496,526
Computer software	18,292,340,496	9,864,313,481			116,795,724	28,273,449,702	11,626,473,959	4,178,650,577			15,805,124,536	12,468,325,166
Computer Hardware	0					0						
Other assets under construction_ Kiosks & AMB	31,105,099	240,861,984			(116,795,724)	155,171,359					0	155,171,359
Financial assets	727,465,187	(201,262,117)	-	-	0	1,372,351,861	0	0	0	0	0	1,449,576,093
Guarantees and sureties	727,463,657	(201,262,117)				603,425,773					0	603,425,773
Wireless Broadband Payments	1,530	846,148,791				846,150,321						846,150,321
Total	69,421,220,391	11,697,474,596	-	-	0.00	81,964,843,778	38,340,179,540	14,401,568,740	-	-	52,741,748,280	29,300,319,729

Below is a summary of the current status of the calculation of depreciation in accordance with the newly published Finance Act, relating to "supplementary depreciation".

- ✓ Depreciation at the end of the fiscal year: **52,741,748,280 CDF**
- ✓ Acquisition of the Year: **11,697,475**



7. CUSTOMER CURRENT ACCOUNTS AND DEPOSITS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
TEMP & MCOM Virtual currency in circulation	445,348,985	362,366,688
Dealers & Corporates Virtual Currency	197,110,438	160,382,664
Merchant Virtual Currency	28,599,648	23,270,648
Other Virtual currency	52,167,322	42,446,936
TOTAL	723,226,393	588,466,936

8. OTHER LIABILITIES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Airtel GSM	6,177,191	5,168,348
MCommerce BV Partner	713,899	145,192
Churns Credit Balances	26,013,104	21,486,083
VAT Collected/Invoiced	8,334,973	8,645,099
Others	13,709,421	53,577,120
Fixed Asset Suppliers	216,813	336,463
TOTAL	55,165,400	89,358,303

The following items are recorded under "Other Liabilities" :

- Airtel Money's receivable from Airtel Congo SA for cross-billing activities related to:
 - ✓ The use of GSM services (SMS, USSD), local technical support, and certain refunds;
- The balance of accounts held by subscribers who have been deactivated due to having no account activity for more than 180 days;
- The amount of security deposits received from electronic money distributors who oversee Airtel Money outlets (AMB & Kiosque);
- The amount of interest received on escrow accounts.

8a. DEBTS OWED TO CREDIT INSTITUTIONS

The "Liabilities to Credit Institutions" line-item records all of the entity's liabilities to credit institutions (commercial banks). During the financial year 2025, Airtel Money took out an overdraft facility with Standardbank for a term of 12 months at an interest rate of 6%.

9. LIABILITY ADJUSTMENT ACCOUNTS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
IT and Technology Payables	188,656	32,329
Administrative Accrued Payables	236,062	1,015,455
Marketing Payables	126,462	357,393
Employees Payables	1,013,695	350,505
Selling and Distribution Payables	2,866,304	1,278,218
Payables on acquisitions of fixed assets	422,324	387,652



TOTAL

4,853,503

3,421,552

10. CAPITAL

Names of main Shareholders	Address	CURRENT		
		No of shares	Percentage of capital held %	Contribution by partners (Thousands of CDF)
Airtel Mobile Commerce BV (represented by Mrs. Jantina Catharina Uneken-van de Vreede)	Golfslag 2, 2131 HN Hiiiddorp, Pays Bas	282	5,15%	641 550
Airtel Mobile Commerce RDC BV		5 198	94,85%	11 823 450
Total		5 480	100%	12 467 000

In accordance with Instruction No. 24 of the Central Bank of Congo, electronic money institutions must have a minimum share capital of USD 2,500,000.

According to the same instruction, the equity of electronic money institutions must remain equal to or greater than the highest of the following three amounts:

- The daily amount of financial commitments corresponding to the debts representing the electronic money of their issue;
- The arithmetic average of the daily amounts of the last six months preceding the total financial liabilities corresponding to the debts representing electronic money.
- The amount of the minimum paid-up capital.

Therefore, the company complies with these regulations by having a share capital of CDF 12,467,000,000 for 5,480 shares with a par value of CDF 2,275,000 per share.

11. CAPITAL GAIN ON REVALUATION OF FIXED ASSETS

This represents the difference between the net book value of fixed assets revalued in accordance with the revaluation factors published by the Ministry of Finance and the net book value of fixed assets revalued in the previous year.

For the financial year ended December 31, 2025, no statutory revaluation of fixed assets will be performed due to the low annual inflation rate (2.27%) reported for the 2025 financial year.



12. OTHER BANKING PRODUCTS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Commissions and fees Cash-Out	245,880,187	190,819,879
Commissions on Easy-recharge	75,992,720	53,907,536
Commissions and charges on means of payment	20,966,186	9,492,145
Commissions and fees P2P	34,263,353	23,639,794
Commissions on payments to companies	1,933,375	1,139,669
Others	131,990,681	74,032,497
TOTAL	511,026,502	353,031,520

Banking products consist of commissions received from the following transactions:

- Fees on the withdrawal of money (cash out);
- Fees on the recharge made for the same evening and or for other (Easy recharge);
- Fees on the transfer from person to person (P2P);
- Fees on batch payment made by companies and some non-profit organizations government.
- Fees on the money of payment mainly the customers walking.
- Other fees collected on e-money transactions

Other fees collected include charges for push notifications sent to subscribers who have been inactive for a period of thirty days, as well as extraordinary income from foreign exchange differences, whether realized or unrealized.

13. OTHER BANK CHARGES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Commissions paid on cash received	44,802,924	33,625,152
Commissions paid on cash paid	72,236,977	59,752,853
Commissions paid on acquisitions	33,195,025	22,308,440
Various other bank charges and fees	125,823,175	23,542,004
TOTAL	276,058,101	139,228,448

Bank charges consist of commissions paid to the distribution chain to have;

- ✓ Available float (virtual currency) and cash to end customers; (Cash-in cash-out)
- ✓ Recruited customers who use electronic money (Gross Add);
- ✓ Sold communication credit and the package via Airtel Money;
- ✓ Purchased GSM products via virtual currency (EVD: Communication credit stock) for resale.



Various bank charges and fees also include extraordinary losses resulting from foreign exchange losses, both realized and unrealized.

14. GENERAL OPERATING EXPENSES

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Other operating expenses	1,958,255	1,994
Remuneration of temporary staff	502,497	574,166
Various Marketing expenses	5,470,252	5,110,819
IT expenses	4,383,601	2,162,176
Various operating costs	24,921,835	15,982,444
TOTAL	37,236,440	23,831,600

The various operating expenses are related to:

- ✓ Expenses of certain commercial activities.
- ✓ Administrative expenses.

15. CURRENT TAX ASSETS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Current tax assets	43,947,240	31,765,575

The balance is mainly made up of provisional advance payments made during the financial year 2025.

16. TAX ON PROFIT OR LOSS

	<u>31/12/2025</u>	<u>31/12/2024</u>
Income tax	69,521,381	54,924,050

The balance of this account consists mainly of income tax payable for the year ended December 31, 2025.

17 . SIGNIFICANT SUBSEQUENT EVENTS IN 2025

- **A new competitor has entered the DRC market: “Wave.”**

The American fintech company Wave recently launched its operations in the Democratic Republic of Congo, a market of over 110 million potential consumers, with an aggressive strategy regarding pricing and commissions;

- **New Finance Law: Levy on Commissions Charged by Electronic Money Institutions**

Rate:

- This levy is charged at a rate of 10% of the gross amount of commissions collected for each transaction.

Triggering events:

- Collection of commissions on transfer transactions via mobile money;
- Collection of commissions on withdrawal transactions via mobile money;
- Collection of commissions on payment transactions for goods or services via mobile money;